

ABDELMADJID DENNOUNI [*]

Les causes et les conséquences de la dévaluation en Algérie

Toute régulation suppose la connaissance du but que l'on veut et que l'on souhaite atteindre ; l'Etat n'échappe pas à cette règle. S'il veut intervenir dans l'économie, il doit se fixer des objectifs et comme tous les souhaits ne peuvent être réalisés, il faut faire des choix, prendre des options, en fait il faut établir des politiques monétaires, fiscales et budgétaires appropriées. Les moyens dont disposent les pouvoirs publics n'auraient aucune efficacité si leur action n'était pas coordonnée.

Les dévaluations qui sont un aspect de la politique monétaire, sont apparues après la première guerre mondiale dans différents pays, lorsque ces derniers abandonnèrent l'étalon-or et adoptèrent l'étalon de change-or. Elles se développent surtout après la deuxième guerre mondiale avec le triomphe des changes fixes. Les principales monnaies étant régies actuellement par le système des changes flexibles, la dévaluation n'est que très peu utilisée par les pays développés.

On peut définir la dévaluation comme étant le changement de l'équivalence légale entre la monnaie nationale et les monnaies étrangères. On ne parle de dévaluation donc, que si l'Etat modifie officiellement la parité de la monnaie dans le sens de la baisse.

1 - LES CAUSES DE LA DEVALUATION

L'Algérie comme tout autre pays a besoin de devises pour payer ses importations ; elle peut se procurer des ressources grâce aux exportations. Le produit de ces dernières peut être complété par des placements de capitaux des non-résidents. Il faut tenir compte aussi des investissements étrangers.

L'ensemble de ces mouvements est repris dans un document qu'est la balance des paiements; cette dernière retrace les mouvements des biens et services et celui des capitaux, les offres et demandes de devises se font au jour le jour. Ces opérations d'offres et de demandes de devises sont confrontées sur le marché des changes.

Si le taux de change est fixe, l'équilibre n'est réalisé que si l'offre et la demande s'égalisent à ce prix ; lorsque la demande est supérieure à l'offre, les autorités centrales interviennent pour maintenir le cours. Cette situation diminue le montant des réserves et leur épuisement signifierait la cessation de paiement. Le montant en devises des recettes d'exportations des hydrocarbures en Algérie ne dépassera guère les 8 milliards de dollars US en 1994 ; celui du remboursement de la dette

extérieure et des importations de produits alimentaires dépasse pour la même année les 12 milliards de dollars US.

Ce cas de figure illustre le schéma annoncé précédemment ; la cessation de paiement constatée par le Conseil des Ministres lors de sa session du 06 avril 1994 renforce l'idée de la dévaluation imminente proposée par le Fonds Monétaire International et l'acceptation du Programme d'Ajustement Structurel. La dévaluation apparaît, à ce moment, comme le seul et ultime moyen de rétablir la confiance par l'amputation de la valeur de la monnaie nationale. Cette opération a pour objet normal de manipuler autoritairement le cours du change pour égaliser le prix des biens nationaux avec celui des biens étrangers.

Les résultats de la dévaluation sont différents selon la conjoncture internationale. La dévaluation est un acte de politique économique d'ensemble et, par conséquent, l'analyse de ses causes et motivations ne peut se comprendre que par rapport à ses objectifs qui, nécessairement, varient en fonction de la conjoncture internationale. L'une des causes essentielle de la dévaluation en Algérie est donc le déséquilibre extérieur, accompagné d'un déséquilibre intérieur qui se manifeste comme suit :

1.1 - Le déficit budgétaire comme cause de la dévaluation

Depuis la fin des années 1980, l'Algérie connaît un déficit croissant de son budget ; ce dernier a atteint un niveau record en 1993 soit 190 milliards de dinars ; en d'autres termes, ce déficit atteint presque 35 % du montant général des dépenses publiques. Même s'il a été quelque peu réduit en 1994, ce déficit avoisine 140 milliards de dinars.

Le recours à ce déficit s'est avéré nécessaire selon les responsables, étant donné la récession de l'économie algérienne ; son objectif est de soutenir le revenu et l'activité économique. Au cours de ces dernières années, on remarque que ce déficit échappe au contrôle ; l'écart entre l'évolution du revenu et celle de la production s'accroît, ce qui entretient et développe l'inflation. La dépréciation interne provoque la baisse du cours de la monnaie sur le marché des changes.

Les détenteurs de capitaux finissent par s'inquiéter de la dette publique et anticipent l'inflation et la dépréciation. Ils cherchent alors à protéger leurs capitaux au détriment de l'intérêt national en les exportant. Le déficit budgétaire s'accroît, la fuite des capitaux se poursuit et l'inflation devient galopante. La cause essentielle de la dépréciation du dinar est le déficit budgétaire continu et l'expansion de l'inflation.

1.2 - L'expansion inflationniste cause de la dévaluation du dinar

Les causes de l'inflation en Algérie sont de différentes natures.

* Il y a en Algérie une trop forte injection de crédits à l'exploitation dans l'économie : cette situation se traduit par des découverts bancaires alarmants au profit des entreprises publiques (paiement des salaires sans contreparties assainissements financiers répétés qui dans certains cas constituent des crédits anticipant la production), le consommateur

détient dans ce cas une quantité de monnaie supérieure à la quantité de biens qu'il a produit. Il se porte en quelque sorte acheteur de biens qui ne sont pas encore fabriqués, d'où une pression sur les prix.

* Des dépenses trop importantes : l'Etat algérien vit au dessus de ses moyens. Le budget croît en Algérie plus vite que la production nationale, le recours à la Banque d'Algérie permet à l'Etat de combler la différence entre ses rentrées d'argent et ses dépenses. L'institut d'émission ne peut aider l'Etat à combler ce déficit qu'en émettant des moyens supplémentaires de paiement, en émettant des billets, opération appelée communément «faire marcher la planche à billets» ; là encore, il y a injection supplémentaire de monnaie sans production. Son taux est de 33 % de la masse monétaire (chiffre officiel).

* La spéculation : en Algérie une quantité importante de la richesse nationale est détournée de l'investissement productif, pour être engagée dans la spéculation au détriment de la production. La spéculation a fait naître de nouveaux phénomènes inflationnistes et amplifié l'inflation ; elle restreint la production (fermeture de plusieurs usines dont les propriétaires s'adonnent à des activités d'achat/revente de produits et de matières premières en l'état,...) et provoque un accroissement de la demande du fait des bénéfices faciles qu'elle permet de réaliser.

Apparue ces dernières années, la spéculation sur les immeubles, les terrains fonciers, les immeubles, les matières premières..., immobilise des sommes importantes consacrées à l'achat d'actifs de production qui permettraient de minimiser l'écart entre la demande et la quantité de biens mis sur le marché (plus de 600 milliards de dinars circulent hors banque).

La distribution anormale des salaires : les salaires versés sans contrepartie en biens et services produits (c'est la situation vécue par plus de 120000 travailleurs de différentes entreprises notamment du BTP), accélèrent les tensions inflationnistes.

A toutes les causes citées ci-dessus, qui entretiennent le dérapage continu du dinar, il faut ajouter aussi la dépendance de l'économie de la rente pétrolière dont les prix du baril sont en chute libre. Les modifications officielles de la parité de la monnaie nationale ont évolué de la manière suivante :

Evolution de la parité du dinar 1991/1994

Années	Parité du Dinar
1991	22.40 Da pour 1 \$ US
1992	23.56 Da pour 1 \$ US
1993	24.97 Da pour 1 \$ US
1994	36.00 Da pour 1 \$ US

La dévaluation la plus importante est celle d'avril 1994 ; cette action a des conséquences sur l'économie en général.

2 - LES CONSEQUENCES DE LA DEVALUATION

La décision de dévaluer étant prise, le taux de 50,17 % est choisi après négociations avec le Fonds Monétaire International ; quels vont être les effets et les conséquences de cette mesure ?

Sur le plan international, l'opération vise d'abord la modification des flux d'échange avec l'extérieur : augmentation des exportations de biens et services, diminution des importations, mais aussi retour des capitaux fugitifs, voire des investissements étrangers sur nos marchés. Il s'agit fondamentalement de rétablir l'équilibre de la balance de paiements : opérations courantes mais aussi opérations financières.

Jusqu'à présent, l'effet de la dévaluation sur la balance commerciale, n'a été analysé que comme l'application d'un coefficient majorateur du prix des importations et minorateur de celui des exportations ; de cette modification, on attend un effet mécanique, par exemple une augmentation massive des exportations et une diminution «notable» des importations.

En fait, on ne peut isoler les échanges extérieurs des conditions de production intérieure car les biens exportables sont produits à partir de consommations intermédiaires elles-mêmes constituées par une part de matières premières importées et avec un équipement lui aussi d'origine partiellement étrangère. Le renchérissement des importations provoqué par la dévaluation réduit la diminution du prix des exportations.

Cet effet est insuffisant s'il ne résulte pas de deux variations : un accroissement de la compétitivité des prix à l'exportation, gain qui doit en troisième lieu pouvoir s'appliquer à un surplus exportable ; ce qui revient à dire que les variations de l'équilibre doivent entraîner le rétablissement de l'équilibre de la balance commerciale. Cet équilibre de la balance commerciale n'est qu'un élément de la balance des paiements qui comprend également le flux de capitaux. Après la dévaluation, les opérations d'exportation augmentent considérablement le montant de la fiscalité et par voie de conséquence réduisent de façon drastique le déficit budgétaire.

Il est à signaler aussi la répercussion mécanique de la hausse des prix des produits importés sur les prix des produits nationaux. La hausse des prix des importations est alors répercutée à travers les consommations intermédiaires. Elle provoque l'augmentation des coûts de production et donc des prix de ventes de chacune des branches. Cette variation sera proportionnelle à la part des produits importés que chaque branche utilise ; une première augmentation du prix des exportations peut ainsi être dégagée.

En réalité, l'effet de cette hausse initiale est comparable à celui d'un jet de pierre dans l'eau. Le choc entraîne une série de ronds dans l'eau qui vont en s'amortissant. Comme les productions de chaque branche sont consommées par les autres et que la hausse de prix initiale qu'a supportée une branche est répercutée sur le prix de vente, cette augmentation «dérivée» engendrera une nouvelle élévation du coût de production des autres branches. En effet chaque branche doit supporter la hausse de prix de ses importations et celle du prix des produits qu'elle

achète aux autres branches. Cette augmentation mécanique des prix peut provoquer des hausses de salaires et plus généralement des mouvements psychologiques qui risquent d'accélérer l'inflation et en tout état de cause de gonfler les coûts de production.

CONCLUSION

Action inscrite dans le cadre du Programme d'Ajustement Structurel du Fonds Monétaire International, la dévaluation doit être suivie de plusieurs mesures d'accompagnement, pour relancer l'économie. Diverses actions liées sont à mettre en oeuvre simultanément, telles que la privatisation, la liberté du commerce extérieur, la convertibilité du dinar, la prise en charge du différentiel de change par la mise en place d'une Chambre de Compensation, la prise en charge par l'Etat des catégories sociales les plus défavorisées par le biais d'un ensemble de mesures d'ajustement social (caisse d'allocation chômage, renforcement du filet social) ; ces actions, dans leur ensemble, permettent le renforcement de la paix sociale et de la solidarité nationale.

Notes

[*] Chargé de Cours à l'Institut des Sciences Commerciales - Université d'Oran.